

# Pécresse convoite les milliards de la Société du Grand Paris

[DOMINIQUE MALECOT \(HTTP://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/INDEX.PHP?ID=224\)](http://www.lesechos.fr/journalistes/index.php?id=224) | Le 06/09 à 06:00



Valérie Pécresse veut voir « chaque euro [...] dépensé de manière optimale ». - Photo Eric Piermont/AFP

## **La région peine à financer sa part du futur métro du Grand Paris. Elle veut imposer ses priorités à son constructeur, la SGP.**

Valérie Pécresse a engagé cet été le processus qui devrait lui permettre de demander le rapprochement du Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF), l'autorité régionale organisatrice des transports qu'elle préside, avec la Société du Grand Paris (SGP) en charge, sous la houlette de l'Etat, de construire le futur métro de rocade de la région parisienne.

Elle a demandé fin juillet au Conseil économique, social et environnemental de la région de plancher sur cette question. Il doit lui fournir au milieu de l'automne « les éléments

*d'éclairage* » qui permettraient de « *préparer les éventuelles évolutions réglementaires ou législatives à prendre en 2017* », selon un des acteurs du dossier.

Derrière cette saisine, il y a 1,5 milliard d'euros de travaux à la charge du STIF et de ses opérateurs RATP et SNCF pour raccorder les réseaux existants aux 68 gares du futur métro de la SGP. Cette dernière doit en payer environ 30 %, soit 450 millions d'euros. Mais reste un bon milliard d'euros, à la charge des collectivités et des opérateurs qui jugent que la SGP peut et doit tout payer. Une lettre envoyée début juillet à Manuel Valls pour mettre le sujet à l'ordre du jour du conseil de surveillance de la SGP - qui ne fait pas de commentaire - n'aurait pas permis de débloquer la situation.

Valérie Pécresse, qui a confirmé aux « Echos » l'existence de ces documents, explique qu'elle veut avant tout que « *chaque euro soit dépensé de manière optimale* ». Pour elle, la SGP est devenue une « *chambre d'enregistrement des décisions de l'Etat* » et il est temps que les élus reprennent le pouvoir.

## **200 km de tunnels à forer**

Elle se défend de vouloir démonter le mécanisme mis au point par Nicolas Sarkozy et le gouvernement Fillon, qui a abouti, en 2011, à ce partage des rôles entre l'Etat et la région. Elle préconise la création d'une autorité de la mobilité qui coifferait le STIF et la SGP. Cette dernière a en effet quelques atouts. Dotée de 1 milliard d'euros et d'environ 500 millions de recettes annuelles pérennes (l'équivalent de ce que coûte le passe Navigo à tarif unique pérennisé par la région), elle a la capacité d'emprunter, à des taux particulièrement intéressants sur soixante-dix ans. Cela pour financer les 28 milliards d'euros de travaux que vont coûter les 200 kilomètres de tunnels à forer (l'équivalent du métro actuel) qui seront remis au STIF.

Ce dernier doit approuver les projets de la SGP, mais il lui revient d'acheter les rames de métros et de les exploiter. Pour la région, un étalement des dépenses dégagerait des marges de manoeuvre budgétaires.

Dominique Malécot, Les Echos

**[@DMalecot](https://twitter.com/DMalecot) (<https://twitter.com/DMalecot>) [Suivre @DMalecot](https://twitter.com/DMalecot)  
(<https://twitter.com/DMalecot>)**